



**PRÉFÈTE  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement  
et de l'utilité publique**

## **ARRÊTÉ**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société Matériaux Routiers Modernes (M.R.M.) - Commune de LIHONS  
Autorisation environnementale**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment la nomenclature des installations classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 l'article 15 et notamment l'alinéa 1° et l'alinéa 2°, relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu le décret du 3 octobre 2019 nommant M. Antoine PLANQUETTE, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié, autorisant la société « Matériaux Routiers Modernes » (MRM) à exploiter une carrière de sable, d'argile et de craie sur le territoire de la commune de Lihons au lieu dit « Sole du Moulin Houette » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2020 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours, du 05 janvier au 05 février 2021 inclus sur le territoire de la commune de Lihons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Antoine PLANQUETTE, administrateur civil, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 2021 prorogeant le délai d'instruction de la demande présentée par la société M.R.M. ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2016-2021 approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 ;

Vu le Schéma Départemental des Carrières de la Somme ;

Vu la demande présentée le 24 février 2020 complétée les 4 août, 15 octobre 2020 et 22 avril 2021 par la société Matériaux Routiers Modernes (M.R.M.), dont le siège social est situé 65, boulevard Carnot - 60400 NOYON, en vue d'obtenir l'autorisation de renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière de sable, d'argile et de craie, située lieu-dit « Sole du Moulin Houette » à Lihons ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis du 6 octobre 2020 de la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France ;

Vu la décision du 18 novembre 2020 de la présidente du tribunal administratif d'Amiens portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'accomplissement d'une part, des formalités de publication de l'enquête sur le site internet de la Préfecture de la Somme et d'autre part, des formalités d'affichage réalisé dans les communes de LIHONS, CHAULNES, CHILLY, FRAMERVILLE-RAINECOURT, HALLU, HERLEVILLE, MAUCOURT, MÉHARICOURT, ROSIÈRES-EN-SANTERRE, VAUVILLERS ET VERMANDOVILLERS de l'avis annonçant au public l'ouverture d'une enquête, ainsi que les publications de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Herleville, Lihons et Vermandovillers ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions du 11 mai 2021 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du 2 juin 2021 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation « carrières » au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier réceptionné le 9 juin 2021 ;

Vu les observations formulées par le demandeur sur ce projet reçu par courriel du 22 juin 2021 ;

Considérant que le dossier de demande a été régulièrement déposé et que son instruction a été réalisée selon les règles de la procédure de l'autorisation environnementale unique ;

Considérant que le projet de renouvellement de carrière sur le territoire de la commune de Lihons, objet de la demande d'autorisation d'exploiter, relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510.1 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R181-18 à R181-32 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

---

## **TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société « Matériaux Routiers Modernes » (MRM), dont le siège social est situé 65, boulevard Carnot - 60400 NOYON, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sable, d'argile et de craie sur le territoire de la commune de Lihons au lieu dit « Sole du Moulin Houette », conformément aux caractéristiques établies au chapitre 1.2 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.1.2. DUREE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 12 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation, pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.1.3. CAPACITÉ DE PRODUCTION**

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 1 299 300 tonnes, soit :

- 1 040 000 t de sable,
  - 100 800 t d'argiles et de limons,
  - 158 500 t de craie,
- pour la durée de l'autorisation.

La production annuelle moyenne de matériaux extraits est 44 804 tonnes en moyenne, soit :

- 35 862 t de sable,
- 3 476 t d'argiles et de limons,
- 5 466 t de craie.

La production maximale autorisée est de 140 000 tonnes par an, soit :

- 65 000 t de sable,
- 55 000 t d'argiles et de limons,
- 20 000 t de craie.

#### **ARTICLE 1.1.4. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2006 modifié sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

### **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU**

##### **Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

<b>Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature et volume d'activité</b>
2510.1	A	Exploitation de carrières, autre que celles visées aux rubriques 5 et 6	Durée de 30 ans Surface : 9 ha 86 a 10ca Périmètre d'extraction : 8 ha 98 a 00 ca Production annuelle moyenne : 44 804 tonnes Production annuelle maximum : 140 000 tonnes Tonnage total autorisé : 1 299 300 tonnes

A (Autorisation)

#### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes de la commune de Lihons :

<b>Parcelle</b>	<b>Superficie cadastrale (m<sup>2</sup>)</b>	<b>Superficie de la carrière (m<sup>2</sup>)</b>
ZP 6	40 000	40 000
ZP 7	48 980	48 980
ZP 8	9 630	9 630
<b>Total</b>	<b>98-610</b>	<b>98-610</b>

Le périmètre d'extraction est de 8 ha 98 a .

L'installation citée à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement figurant en annexe 1-0 au présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.2.3. PHASAGES**

L'exploitation se déroule suivant les plans de phasage figurant à l'annexe 2-0 du présent arrêté, en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.

### **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

### **ARTICLE 1.4.1. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, exceptés pour ceux présents du côté de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), parcelle ZP 51, exploitée par la société GURDEBEKE SA.

## **CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 du présent arrêté de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

### **ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 1	227 464 €
Phase 2	118 986 €
Phase 3	160 328 €
Phase 4	156 405 €
Phase 5	140 658 €
Phase 6	93 167 €

Ces montants ont été définis conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, et sur la base :

- de l'indice TP01 (base 2010) d'avril 2018 paru au journal officiel : 108,1 ;
- du taux de TVA en vigueur à la date du présent arrêté : 20 %.

### **ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Avant la mise en service des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse à la Préfète :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

Une copie est conjointement adressée à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3. du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à la Préfète, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 base 2010 utilisée.

### **ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès de la Préfète dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 base 2010 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01 base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant informe la préfète, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### **ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, la Préfète peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

La préfète appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, la préfète peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉS**

#### **ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance de la préfète, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à la Préfète qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des

vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement (parcelles non visées au présent arrêté) des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le nouvel exploitant doit adresser à la Préfète un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris, le cas échéant, le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

#### **ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : création d'une fosse renaturée.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à la préfète la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celles des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

Concomitamment à la notification de la mise à l'arrêt de l'installation mentionnée ci-avant, l'exploitant transmet également un mémoire en réhabilitation comportant notamment les mesures suivantes :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;



3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

## **CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION**

### **ARTICLE 1.7.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

#### Arrêtés sectoriels

- Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

#### Arrêtés thématiques

- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

### **ARTICLE 1.7.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2. BORNAGE**

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Une borne de nivellement situé dans le périmètre de la carrière permet le contrôle des côtes NGF.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 2.1.3. INFORMATION DU PUBLIC**

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

L'exploitant est tenu de mettre en place au niveau de l'entrée principal du site un panneau indiquant en caractères apparents la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. du présent arrêté.

Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site, et à proximité des zones clôturées pour signaler le danger.

#### **ARTICLE 2.1.4. INFORMATION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS**

L'exploitant est tenu de mettre à disposition des sapeurs-pompiers sur chacune des voies d'accès les informations suivantes : un plan de masse plastifié utilisable par ceux-ci et comportant notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures et installation à risque, les dispositifs de sécurité, la nature et les quantités des produits présents. Ces informations sont tenues à jour a minima de façon trimestrielle.

#### **ARTICLE 2.1.5. CLÔTURE ET BARRIERES**

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Au sud du site, la limite entre la zone d'activité de la carrière et la zone d'exploitation de l'ISDND est matérialisée par un merlon non-clôturé.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

#### **ARTICLE 2.1.6. PLAN TOPOGRAPHIQUE**

Un plan topographique des terrains faisant apparaître une densité satisfaisante de points cotés est réalisé avant le début d'exploitation. Il comprend en outre les informations prévues à l'article 2.4.1. du présent arrêté.

Ce plan est transmis pour la première fois à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la notification de la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.8. du présent arrêté. Il est destiné à établir l'état initial de la carrière en perspective de ses évolutions.

#### **ARTICLE 2.1.7. ACCÈS À LA VOIRIE**

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boues ou de matériaux sur la voirie publique.

#### **ARTICLE 2.1.8. DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION**

Dès que les aménagements et travaux prescrits aux articles 2.1.2 à 2.1.5 ainsi que 2.1.7 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant notifie à la Préfète et au maire de la commune de Lihons la mise en service de l'installation. Une copie est conjointement adressée à l'inspection des installations classées.

Dans le même temps, l'exploitant transmet, aux services départementaux d'incendie et de secours, les coordonnées XY (en Lambert 93) du site et notamment de ses entrées afin de faciliter l'intervention des services de secours. Lors de cette information, il communique également les modalités retenues pour satisfaire aux prescriptions des articles 2.1.4, 6.3.5.1 et 6.3.5.3.

## CHAPITRE 2.2 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

### ARTICLE 2.2.1. MESURES RELATIVES AU PATRIMOINE NATUREL

#### A - Mesures de réduction générales de réduction des impacts à mettre en place avant les travaux :

- dans le cadre des travaux de défrichement, coupes de ligneux, ou décapages des secteurs de friches, les travaux doivent débuter en dehors de la période principale de nidification de l'avifaune (comprise entre mars et fin juillet) ;
- dans le cas où des travaux débutent en période de nidification ou sont interrompus et reprennent durant cette période, une expertise ornithologique préalable aux grandes phases de travaux envisagées afin de s'assurer qu'aucune espèce d'enjeu écologique ne s'est établie sur ces endroits et leurs abords, doit être réalisée. En cas de découverte de nids d'espèces d'intérêt, les travaux doivent être adaptés (préservation d'une zone tampon) jusqu'à la fin de la période de reproduction afin de limiter les risques de dérangement ou de destruction des nichées. Ce contrôle doit être effectué une semaine maximum avant le début des travaux. Si les travaux sont décalés ou interrompus, un nouveau contrôle devra alors être réalisé ;
- enherber les stocks de terre issus du décapage pendant l'exploitation afin d'éviter la prolifération des espèces végétales invasives. Cette mesure permet de limiter au maximum l'utilisation d'herbicide sur le site pendant l'exploitation ;
- sensibiliser le personnel avant, pendant et après les travaux afin de respecter les mesures de réduction des impacts écologiques précédemment énoncées ;
- remblayer le site en fin d'exploitation avec les horizons superficiels stockés sous la forme de merlons (en fonction de l'objectif final) en respectant la stratification initiale. Le recouvrement par les stériles doit précéder celui des terres de découverte afin d'optimiser le réaménagement. Les secteurs ayant vocation à être maintenus en milieu pionnier devront être remblayés avec des matériaux sablonneux sur une hauteur de 30 cm selon les milieux visés ;
- dans le cadre des aménagements paysagers, utiliser des taxons indigènes ou assimilés en région Hauts-de-France. Les espèces absentes de la région (non sauvages), uniquement cultivées, exotiques ou possédant un caractère envahissant avéré ou potentiel, sont exclues. Les cultivars ornementaux, les sélections et hybrides, (...) sont également proscrits. Il est recommandé le recours à des végétaux labélisés « végétal local » par la Fédération des Conservatoires botaniques nationaux, l'Afac-Agroforesteries et Plante & cité (<http://www.fcbn.fr/vegetal-local-vraies-messicoles>). Un écologue valide les compositions d'espèces avant ensemencement.

#### B - Mesures de réduction en faveur de la flore et des végétations :

- **MR1 : Mesures spécifiques aux espèces exotiques envahissantes (EEE) :** Tout défrichement de stations d'EEE présentes au sein de la zone d'étude (Vigne-vierge commune et Buddleia de David) doit faire l'objet d'un protocole spécifique pour limiter la dissémination de ces espèces. Avant exploitation et réaménagement, un balisage des stations d'espèces végétales exotiques envahissantes avérées doit être effectué.

Les terres contaminées devront être évacuées et traitées spécifiquement

Les stations de Vigne-vierge commune doivent faire l'objet d'un dépelliculage ou décapage suivi d'un enfouissement.

Pour le Buddleia de David, il est préconisé un arrachage/dessouchage des sujets observés en éliminant les résidus et en privilégiant la période de fin de floraison pour cette opération (juillet/octobre). L'opération d'élimination des stations d'EEE est à réaliser avant le début de tout travaux d'exploitation, afin de limiter les risques de dissémination de propagules (fragments ou graines). Cette opération est réalisée sous la supervision d'un écologue qui veillera au bon respect des consignes et des protocoles d'élimination.

Afin de limiter le (re)développement des espèces végétales exotiques envahissantes de toute nature, il est nécessaire d'ensemencer les surfaces travaillées juste après la fin des terrassements (mesure MAC5), notamment au niveau des merlons.

Un suivi sera effectué après application de ces protocoles afin de surveiller la propagation de ces espèces (1 à 2 passages en période favorable par an tous les 3 ans).

- **MR2 : Récolte de semences de la Gesse sans feuilles :** Les stations de Gesse sans feuilles (*Lathyrus aphaca*) font l'objet d'une récolte de semences en vue d'un réensemencement de cette espèce dans le cadre du réaménagement du site (en lien avec la mesure MAC5).

La Gesse sans feuille est une thérophYTE (espèce annuelle). Une récolte de graines doit être envisagée pour garantir le maintien des populations sur site. Préalablement à la récolte, un passage de repérage devra être réalisé fin mai / début juin pour vérifier que la station n'a pas disparu au cours de l'exploitation. La récolte des graines doit être réalisée après maturation des fruits, à savoir en début d'été (fin-juin / début juillet). Ces graines doivent être ramassées sur plusieurs individus distincts pour conserver le patrimoine et l'identité génétique des stations.

Les semences fraîchement récoltées doivent être semencées immédiatement après sur une zone réceptrice. Si cette zone n'est pas prête pour qu'on y sème les graines récoltées, ces dernières devront être conservées dans un endroit approprié pour leur conservation. Dans l'idéal, il conviendra de réaliser la récolte des graines juste avant les travaux d'exploitation des secteurs de présence de l'espèce ou, si les travaux seraient réalisés avant la période de fructification, l'année précédant ces travaux. Dans tous les cas, la récolte de graines se fera en début de phase d'exploitation n°1 (juillet 2021).

#### C - Mesures réglementaires en faveur de la non-perte de biodiversité :

- **MREG1 : Plantation d'arbres/arbustes d'espèces indigènes :** elle est constituée d'espèces indigènes et labellisées « Végétal local » ; les arbres et les arbustes sont plantés au sommet du merlon paysager au Nord du site. Les arbres (essences de haut jet) sont plantés en bosquets.

Les essences à privilégier sont les épineux et les espèces pouvant fournir une source alimentaire (espèces à baies). Certaines espèces doivent être évitées pour des raisons sanitaires ou écologiques telles que des Aubépines, du Frêne élevé – *Fraxinus excelsior* ou encore du Sureau noir – *Sambucus nigra* ou de la Clématite des haies – *Clematis vitalba*. Cette mesure est mise en place dès le début de la phase d'exploitation n°1, afin d'être réellement effective au cours des travaux et ainsi permettre un repli de la faune vers ce secteur lors des travaux de défrichement.

- **MREG2 : Création d'un petit bosquet sur talus :** la superficie de ce boisement (0,3 ha) correspond globalement à la superficie de fourrés et de boisements pionniers défrichés sur la partie Est de la carrière dans le cadre de l'exploitation. Le bosquet, sur les talus prévus au Nord de la carrière réaménagée, sera en connexion avec les deux linéaires de haies présents sur les talus afin de constituer localement un réseau de corridor boisé.

Il est constitué d'une plantation d'arbres et d'arbustes indigènes et labellisés « Végétal local ». Les plants (80 cm de hauteur minimum) doivent être protégés par des manchons anti-lapin et tuteurs. Cette mesure est réalisée à l'issue du réaménagement complet de la carrière.

- **MREG3 : Création d'un fond sableux :** un volume d'environ 11 040 (pour 20 cm d'épaisseur) à 16 560 m<sup>3</sup> (pour 30 cm) est nécessaire pour réaliser cet aménagement sur l'ensemble du fond de la carrière, en fin de réaménagement. Le sable proviendra de la carrière. Cet aménagement sera favorable à l'alimentation et à la reproduction des reptiles (Lézard des murailles), de l'avifaune (Tarier pâle par exemple), de certains arthropodes (orthoptères, coléoptères...) dont les abeilles sabulicoles, présentes sur les zones sableuses de la carrière.

Le fond sableux peut être réalisé directement à l'issue de chaque phase de réaménagement, en utilisant du sable directement extrait sur site. Il convient dans ce cas, une fois ce fond sableux réalisé, de baliser des pistes de circulation dédiées à l'exploitation du reste du site et les zones de stockage, afin d'éviter tout remaniement du fond sableux préjudiciable à la faune et la flore.

- **MREG4 : Semi d'une prairie mésophile adaptée :** les talus sont semés pour constituer rapidement un fond prairial (enherbement classique avec préparation de sol).

Tous les travaux sont effectués sur sol ressuyé et hors période de gel. Les prairies sont semées préférentiellement de mi-septembre à fin octobre, voire de fin mars à mi-mai en conditions de sol ressuyé et hors période de gel.

Toutes les semences utilisées pour la végétalisation sont indigènes et communes en Picardie, afin de garantir la meilleure naturalité possible des milieux visés. Peuvent être incluses les semences de Gesse sans feuilles prélevées sur site (mesure MR2).

L'ensemencement se fait à l'issue de chaque étape de réaménagement. Le fond de la carrière réaménagée est laissé en végétalisation spontanée, sous réserve qu'aucune espèce exotique envahissante ne s'y développe.

- **MREG5 : Création de pierriers / hibernacula** : la carrière abrite une petite population de Lézard des murailles localisée notamment au niveau des tas de gravats et des blocs calcaires présents sur la partie Est du site.

Afin de maintenir cette population, mais également de favoriser les populations d'arthropodes et d'oiseaux, 3 tas de blocs calcaires (pierriers) entremêlés de rondins de bois, de 25 m de longueur, sur 2 à 3 m de largeur et sur une hauteur de 70 cm à 1 m de hauteur, sont installés. Les blocs utilisés mesurent entre 20 et 60 cm de diamètre. Les blocs calcaires déjà présents sur la partie Est de la carrière en exploitation pourront utilement être utilisés. De même, pour les rondins de bois qui pourront provenir des arbres défrichés présents sur l'Est de la carrière. L'utilisation de gravats est proscrite dans le cadre de ces aménagements.

Les trois pierriers entremêlés de rondins sont placés dans la partie Nord de la zone réaménagée, en pied de talus, au niveau de la banquette sableuse (MAC4) afin d'être pleinement fonctionnel.

Cette mesure est mise en place lors de la phase finale de réaménagement du fond sableux.

#### D - Mesures d'accompagnements afin de pallier les impacts sur la nature ordinaire et offrir une plus-value écologique lors du réaménagement du site :

- **MAC1 : Concertation avec le paysagiste en charge du réaménagement afin de mettre en adéquation les mesures paysagères et écologiques** : deux réunions de concertation sont mises en place pour s'assurer que les mesures paysagères et les mesures écologiques sont en adéquation : une première en amont du réaménagement et la seconde au cours des travaux.

Ces deux réunions pourront être menées en présence du bureau d'étude écologique, du paysagiste en charge du réaménagement et d'un représentant de la société Matériaux Routiers Modernes.

La première réunion est réalisée avant le démarrage de la première phase de réaménagement (juillet 2026 selon le plan de phasage) afin de caler les protocoles de réalisations des premiers aménagements (fond sableux, semis de prairie mésophile...). La seconde réunion est à prévoir avant le réaménagement final de la carrière (courant 2050 ou 2051) afin de définir les modalités des dernières mesures (pierriers / hibernacula et bosquet).

Une copie des comptes-rendus de ces réunions est tenu à la disposition de l'Inspection.

- **SE1 : Accompagnement du chantier de réaménagement et de la réalisation des mesures en faveur de la faune et de la flore** : un suivi du chantier est réalisé durant la phase de réaménagement de la carrière. Cette mission pourra être confiée à un bureau d'études en environnement spécialisé dans la réalisation de ce type de prestation.

Les résultats de ce suivi est tenu à la disposition de l'Inspection.

La localisation des mesures de réduction et réglementaires sont présentées en annexe 4-0. du présent arrêté.

### **ARTICLE 2.2.2. MESURES RELATIVES AU PAYSAGE**

Les mesures de réduction sont les suivantes :

- le maintien du merlon en place le long de limite Nord en bordure de la D28 de 3 mètres de hauteur maximum et entièrement végétalisé. Le merlon présente un sommet plat formant une horizontale sur toute sa longueur. La végétation composée d'espèces indigènes reprendra l'organisation des bosquets alentour c'est-à-dire une lisière basse composée d'arbustes type troène, cornouiller, noisetier, viorne... et d'une strate haute composée d'arbres tiges type érable champêtre, merisier, le sorbier... Cette organisation permet l'insertion de ce merlon au sein du paysage qui l'entoure ;
- la bande de 10m en périphérie de la zone d'extraction ainsi que les talus remodelés sont recouverts d'une épaisseur minimum de 30 cm de terre végétale. Chaque arbre bénéficie d'une fosse de plantation d'un minimum 4m<sup>3</sup>. Pour les arbustes de lisière une épaisseur minimum de 50cm de terre végétale est mise en place ;
- le fond de la carrière est réaménagé en sol sableux afin de favoriser le développement de la faune existante sur le site ;
- il est préconisé que la gestion des espaces soit une gestion raisonnée laissant la végétation spontanée s'implanter afin que le site s'intègre au paysage qui l'accueille. L'utilisation d'espèce horticoles ou non répertoriée dans le secteur est à proscrire.

La réalisation des aménagements du merlon sont réalisés en concertation avec un paysagiste, dès le démarrage des activités de la carrière.

La localisation du merlon est présentée en annexe 3-2. du présent arrêté.

### **ARTICLE 2.2.3. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE**

En application de la réglementation sur les fouilles archéologiques et des textes concernant la protection du patrimoine archéologique, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional d'archéologie toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prend toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

### **ARTICLE 2.2.4. MÉTHODE D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 2.2.4.1. TECHNIQUE DE DÉCAPAGE**

Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.

Les terres et stériles sont destinés à la remise en état des lieux et sont stockés séparément en périphérie du site autorisé et le cas échéant, sur le carreau de la carrière.

Le volume de découverte (terre végétales et argiles ligniteuses) est de 475 000 m<sup>3</sup>.

#### **ARTICLE 2.2.4.2. ÉPAISSEUR D'EXTRACTION**

La côte d'extraction est de 83 m NGF ; soit une épaisseur maximale d'extraction ponctuelle de 20 m.

#### **ARTICLE 2.2.4.3. MÉTHODE D'EXPLOITATION**

L'extraction sera réalisée à ciel ouvert, à sec par engins mécaniques. Il ne sera pratiqué aucun rabattement de nappe.

L'exploitation comportera les phases successives et coordonnées suivantes :

- Décapage de la terre végétale et des stériles et dépôts selon les modalités de l'article 2.2.4.1 ;
- Extraction du gisement ;
  - des argiles compacts et silteuses sur une épaisseur d'environ 2 mètres en un front de taille ;
  - du sable sur une épaisseur d'environ 12 mètres en deux fronts de taille d'environ 6 mètres ;
  - de la craie sur une épaisseur d'environ 1 à 2 mètres maximum, en un front de taille jusqu'à atteindre la côte 83 m NGF du carreau de la carrière ;ces fronts de taille étant séparés par des banquettes d'environ 5 mètres de largeur au minimum ;
- Acheminement des matériaux vers les zones de stockage au niveau du carreau de la carrière ou évacuation directe par transport ;
- Remise en état coordonnée des lieux.

L'exploitation est gérée de manière à assurer la stabilité physique des terrains. L'exploitant met en place des dispositifs afin de protéger les pentes des talus des eaux de ruissellement et ainsi, éviter l'apparition de « crevasses » et de désordres qui pourraient provoquer un effondrement de matériaux et nuire à la stabilité physique des terrains.

Les travaux d'exploitation et de remise en état progressent selon le plan de phasage présenté en annexe 2-0 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.2.4.4. STOCKAGE DES DÉCHETS D'EXTRACTION INERTES**

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

#### **ARTICLE 2.2.4.5. ÉVACUATION ET DESTINATION DES MATÉRIAUX**

Les matériaux extraits sont évacués vers les lieux d'utilisation par voie routière. L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisé que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.

### **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (poussières, envols...).

### **CHAPITRE 2.4 SUIVI DE L'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 2.4.1. PLAN D'ÉVOLUTION**

L'exploitant tient à jour un plan topographique à l'échelle adéquate de la carrière et des installations connexes. Sur ce plan doivent être reportés :

- Les limites du périmètre sur lesquelles porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;



- Les clôtures et panneaux de signalisation ;
- Les bornes et le piquetage du périmètre d'extraction ;
- Les bords de la fouille et les talus ;
- Les courbes de niveau et la cotation de l'altitude NGF des points significatifs ;
- Les zones remises en état ;
- Les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement...) ;
- Les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...).

Ce plan, est mis à jour au moins une fois par an, et doit être transmis annuellement à l'inspection des installations classées sous format papier et en version numérique, ainsi qu'à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.

## **CHAPITRE 2.5 REMISE EN ÉTAT**

### **ARTICLE 2.5.1. PRINCIPES DE LA REMISE EN ÉTAT**

La remise en état définitive du site affectée par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à l'inspection des installations classées et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).

La remise en état comporte au minimum les dispositions générales suivantes :

- suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains et suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- sur les terrains nivelés et nettoyés constituant les abords des excavations, reconstitution du sol initial par régalage à l'aide des matériaux de découverte mis en stock.

La remise en état comporte également les dispositions particulières mentionnées à l'article 2.5.2. Le plan du site après remise en état ainsi que les coupes associées figurent en annexes 3-0 et 3-1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2.5.2. CONCEPT DU RÉAMÉNAGEMENT FINAL DE LA CARRIÈRE**

Le réaménagement final de la carrière consiste en la création d'une fosse renaturée. La dépression issue de l'exploitation du gisement ne sera en effet pas remblayée mais engazonnée et plantée d'arbres et d'arbustes.

Il est ainsi défini :

- un talutage des fronts de taille abandonnées à 30° environ et aménagement de banquettes de 2 m de largeur tous les 5 à 7 m de hauteur ;
- le régalage des argiles compactes et silteuses sur toutes les surfaces exploitées à raison de 1 m d'épaisseur sur les flancs et 1,5 m d'épaisseur sur le fond de fouille et les banquettes ;
- le régalage sur toutes les surfaces ainsi aménagées de terres arables
- le régalage de sable sur le fond de la carrière, conformément à la mesure MREG3 ;
- l'engazonnement des talus ;
- la plantation d'arbres et d'arbustes d'essences locales sur les banquettes et le fond de fouille ;
- l'entretien du merlon existant le long de la RD 28 de 3 m de hauteur au maximum.

Le réaménagement est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains. Il se fera en étroite collaboration avec l'exploitant de l'ISDND voisine afin d'assurer la stabilité des terrains concernés.

Il n'est pas prévu de remblaiement de la carrière avec des déchets inertes d'apports extérieurs.

## **CHAPITRE 2.6 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **ARTICLE 2.6.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance de la Préfète par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.7 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.7.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.8.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.9 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

### ARTICLE 2.9.1. TRANSMISSIONS À L'INSPECTION

Les documents à transmettre à l'inspection des installations classées et aux autres personnes sont notamment les suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	Avant le démarrage de l'exploitation
Articles 1.5.4 et 1.5.5	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
Article 1.6.1	Porter à connaissance	Avant mise en œuvre d'une modification notable
Article 1.6.2	Actualisation des études d'impact et de dangers	Avant mise en œuvre d'une modification notable
Article 1.6.4	Transfert vers un autre emplacement	Avant mise en œuvre d'une modification notable
Article 1.6.5	Changement d'exploitant	Avant mise en œuvre d'une modification notable
Article 1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif Mesures de mise en sécurité Mémoire en réhabilitation	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 2.1.6	Plan topographique	Dans le mois suivant la notification de la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.9
Article 2.1.8	Déclaration de début d'exploitation	Dès réalisation des aménagements et travaux prescrits aux articles 2.1.2 à 2.1.7
Article 2.1.8	Information services départementaux d'incendie et de secours	Concomitamment à la déclaration de début d'exploitation
Article 2.4.1	Plan d'évolution	Tous les ans et à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières
Article 2.6.1	Danger ou nuisance non prévu	Dès identification
Article 2.7.1	Déclaration et rapport d'incidents ou d'accidents	- Déclaration dans les meilleurs délais - Rapport sous 15 jours
Article 4.3.1	Plan de gestion des déchets	Tous les 5 ans
Article 7.2.1	Suivi des déchets	Télédéclaration annuelle
Article 7.2.2	Suivi des niveaux sonores	La première année, puis tous les 3 ans

---

## **TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des camions et engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, sortant de l'installation, sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

#### **ARTICLE 3.1.4. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

L'exploitant prend toutes dispositions pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En cas de produits pulvérulents, les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits seront munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

---

## **TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. APPROVISIONNEMENT**

Les activités du site ne nécessitent pas d'approvisionnement en eau en dehors des actions préventives prévues à l'article 3.1.3 du présent arrêté. Dans ce cas, l'eau nécessaire à ces actions préventives sera acheminée sur site par des citernes mobiles.

### **CHAPITRE 4.2 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 4.2.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **ARTICLE 4.2.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4.2.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE STOCKAGE DES DÉCHETS**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **ARTICLE 4.2.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 4.2.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

#### **ARTICLE 4.2.6. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 4.3 GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE**

#### **ARTICLE 4.3.1. PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Il contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

---

## **TITRE 5 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

---

### **CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 5.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 5.1.2. VÉHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent notamment répondre aux dispositions réglementaires en matière de lutte contre le bruit et de dispositifs d'insonorisation).

#### **ARTICLE 5.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 5.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **ARTICLE 5.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **ARTICLE 5.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### **ARTICLE 5.2.3. VÉRIFICATION DES VALEURS LIMITES**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, la première année d'exploitation, puis une fois tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Ces mesures se font à :

- un emplacement situé au nord-ouest, en limite de propriété du site, proche de la voie d'accès à l'ISDND ;
- un emplacement situé au nord-est, en limite de propriété du site, en direction des habitations les plus proches ;
- dans les zones à émergence réglementée les plus proches, notamment sur la commune de Lihons..

#### **ARTICLE 5.2.4. PÉRIODICITÉ DE L'ACTIVITÉ**

L'activité se déroulera de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi hors jours fériés.

### **CHAPITRE 5.3 VIBRATIONS**

#### **ARTICLE 5.3.1. VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### **CHAPITRE 5.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES**

#### **ARTICLE 5.4.1. ÉMISSIONS LUMINEUSES**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :



- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard 1 heure après l'arrêt de l'exploitation des installations.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

---

## **TITRE 6 – Prévention des risques technologiques**

---

### **CHAPITRE 6.1 GÉNÉRALITÉS**

#### **ARTICLE 6.1.1. PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **ARTICLE 6.1.2. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 6.1.3. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est clos sur la totalité de sa périphérie, par un moyen suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. L'exploitant met en place un dispositif d'accès simple, efficace et rapide.

### **CHAPITRE 6.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 6.2.1. RÉTENTIONS**

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire garantissant la prévention des pollutions. Cette aire est étanche et équipée d'un séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau pluvial.

Les engins sont lavés et entretenus en dehors du site sauf pour ce qui concerne l'entretien courant (à point d'huile, de lave-glace,...). Ils sont équipés de kit anti-pollution.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### **ARTICLE 6.2.2. KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION**

Un kit de première intervention est également disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

#### **ARTICLE 6.2.3. CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution.

### **CHAPITRE 6.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 6.3.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Les engins d'exploitation sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie, constitué par des extincteurs adaptés aux risques.

Le site est équipé d'accès simples, efficaces et rapides. Les voies donnant accès au site sont toujours utilisables par les engins de secours.

La signalisation du site est visible et de taille suffisante pour ne pas pouvoir être ignorée par les usagers des voies de circulation desservant le site.

### **ARTICLE 6.3.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Ces matériels sont vérifiés au moins une fois par an.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 6.3.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Notamment y sont mentionnés l'obligation de détenir, sur le site de la carrière, au moins un moyen de communication accessible et en état de fonctionnement, l'interdiction de brûler à l'air libre, et l'obligation d'être formé à la manœuvre des moyens de secours.

### **ARTICLE 6.3.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

### **ARTICLE 6.3.5. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

#### **Article 6.3.5.1. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les dispositifs permettant de condamner l'accès à ces voies sont amovibles et manœuvrables par les sapeurs pompiers soit par un dispositif facilement destructible par les moyens dont dispose le SDIS (type coupe boulon) soit par une clé polycoise.

Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux seront tenues à la disposition des services de secours au niveau du poste de pilotage de l'atelier et de l'installation de traitement.

L'entrée principale de l'établissement doit être maintenue libre en toutes circonstances et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **6.3.5.2 Accessibilité des engins à proximité des installations**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour l'accès à l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- chaussée libre de stationnement de 3 m de largeur,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec 90 kN maximum par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m minimum),
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>,
- rayon intérieur R supérieur ou égal à 11 m,
- sur largeur  $S = 15/R$  dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m (S et R étant exprimés en mètres),
- hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m,
- pente inférieure à 15 %.

#### **6.3.5.3 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs.

#### **6.3.5.4 Extincteurs**

Des extincteurs de type et de capacité appropriés sont installés, dans les lieux présentant un risque spécifique. Ils sont positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont conformes aux normes NF en ce qui concerne les classes de feu et les performances des agents extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

#### **6.3.5.5 Vérification**

L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **6.3.5.6 Formation du personnel**

Des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles) et aux risques techniques de la manutention doivent faire l'objet de recyclages périodiques, un bilan est établi selon une périodicité définie par l'exploitant.

Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés tous les 6 mois.

#### **ARTICLE 6.3.6. PROTECTION INDIVIDUELLE**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les diverses installations et permettant l'intervention en cas de sinistre ou l'évacuation des personnels jusqu'aux lieux de confinement, doivent être conservés à proximité des dépôts ou des ateliers d'utilisation.

Ces matériels et équipements doivent être entretenus, en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé et apte à leur emploi.

#### **ARTICLE 6.3.7. SIGNALISATION**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements des moyens de secours, des boutons d'arrêt d'urgence ainsi que les diverses interdictions.

Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits mettant en œuvre des produits dangereux sont repérés et connus du personnel.

---

### **TITRE 7 - Surveillance des émissions et de leurs effets**

---

#### **CHAPITRE 7.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

##### **ARTICLE 7.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

##### **ARTICLE 7.1.2. MESURES COMPARATIVES**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur dans le cas où il réalise lui-même habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

## **CHAPITRE 7.2 AUTO SURVEILLANCE**

### **ARTICLE 7.2.1. SUIVI DES DÉCHETS**

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

### **ARTICLE 7.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Les mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 5.2.3. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Ces mesures sont transmises à l'inspection des installations classées.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## **CHAPITRE 7.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 7.3.1. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

### **ARTICLE 7.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 7.2.2. du présent arrêté sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

---

## TITRE 8 - Délais et voies de recours-Publicité-Exécution

---

### ARTICLE 8.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par le pétitionnaire ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par le code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### ARTICLE 8.1.2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de LIHONS et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de LIHONS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Somme qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 8.1.3. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne et de Montdidier, le maire de la commune de LIHONS, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Matériaux Routiers Modernes (M.R.M.) et dont copie sera adressée aux communes de CHAULNES, CHILLY, FRAMERVILLE-RAINECOURT, HALLU, HERLEVILLE, MAUCOURT, MÉHARICOURT, ROSIÈRES-EN-SANTERRE, VAUVILLERS ET VERMANDOVILLERS.

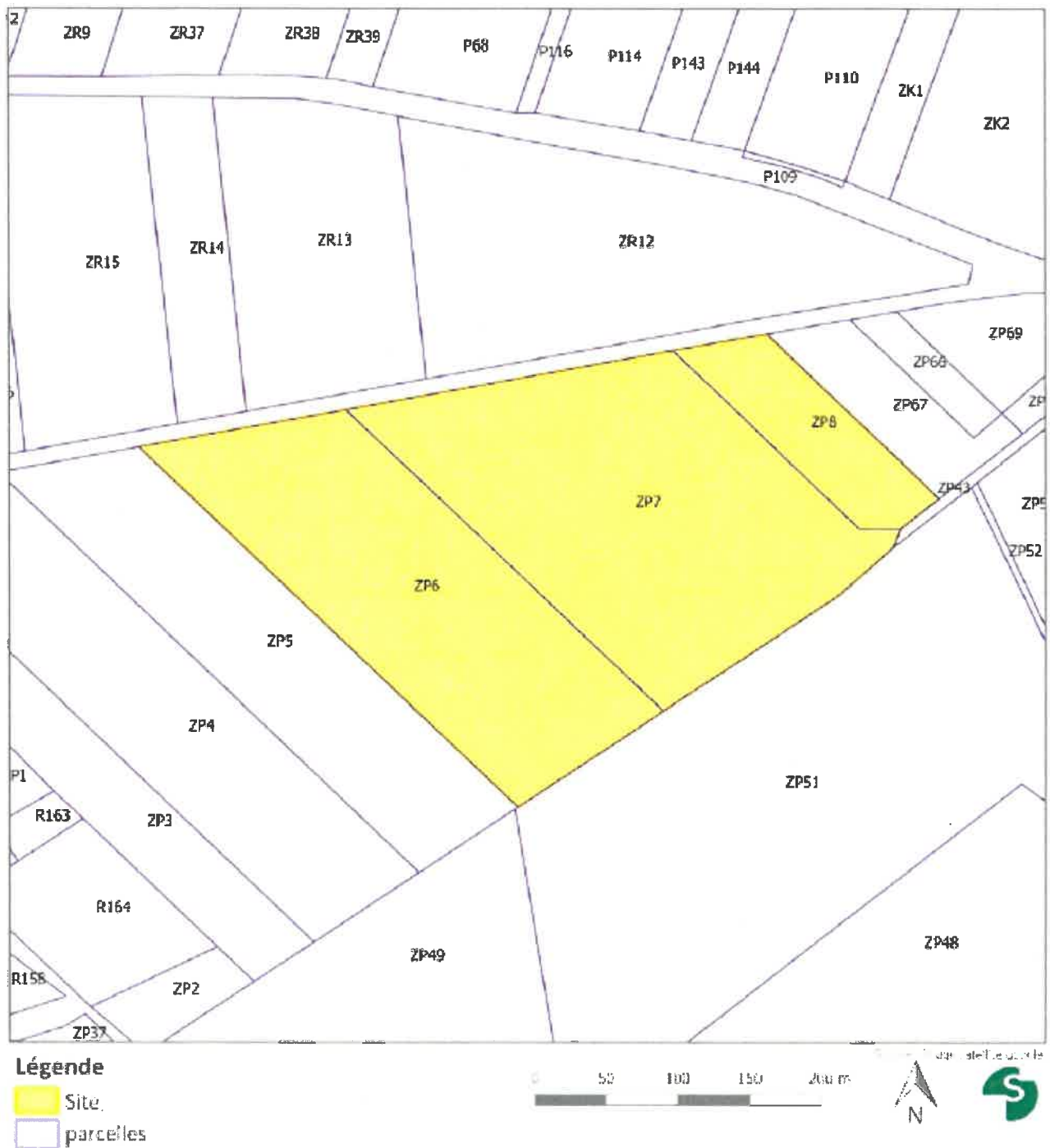
Amiens, le - 5 JUIL. 2021

Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet



Antoine PLANQUETTE

Annexe 1-0 : Plan parcellaire



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du - 5 JUIL. 2021

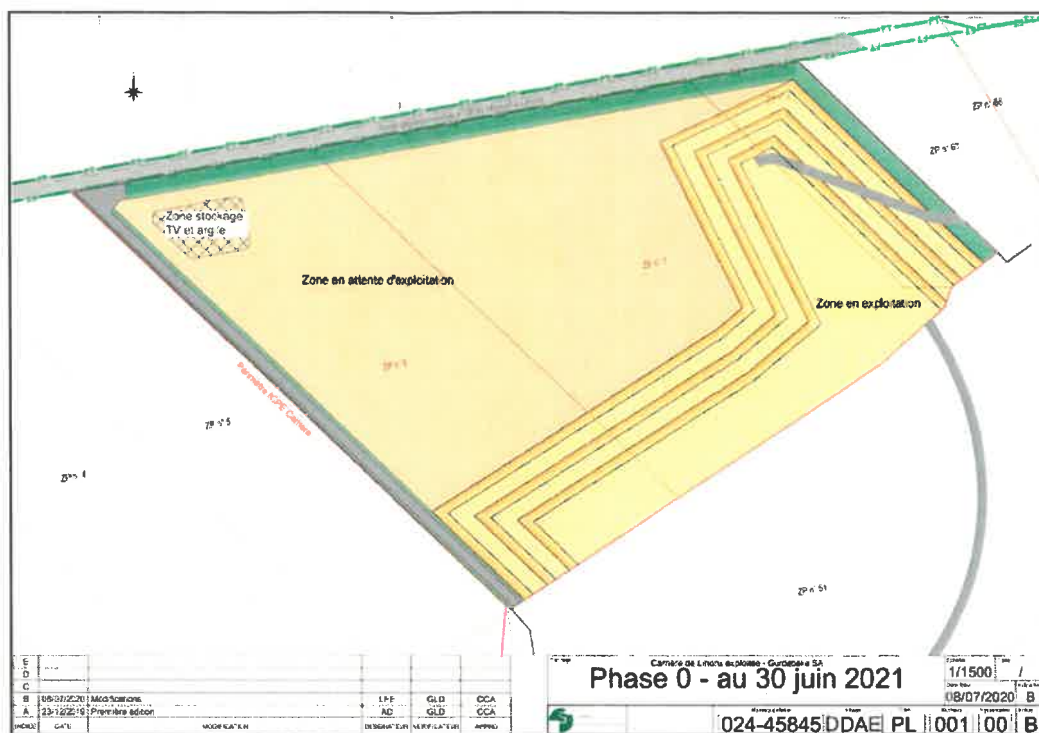
Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

*AP*  
Antoine PLANQUETTE

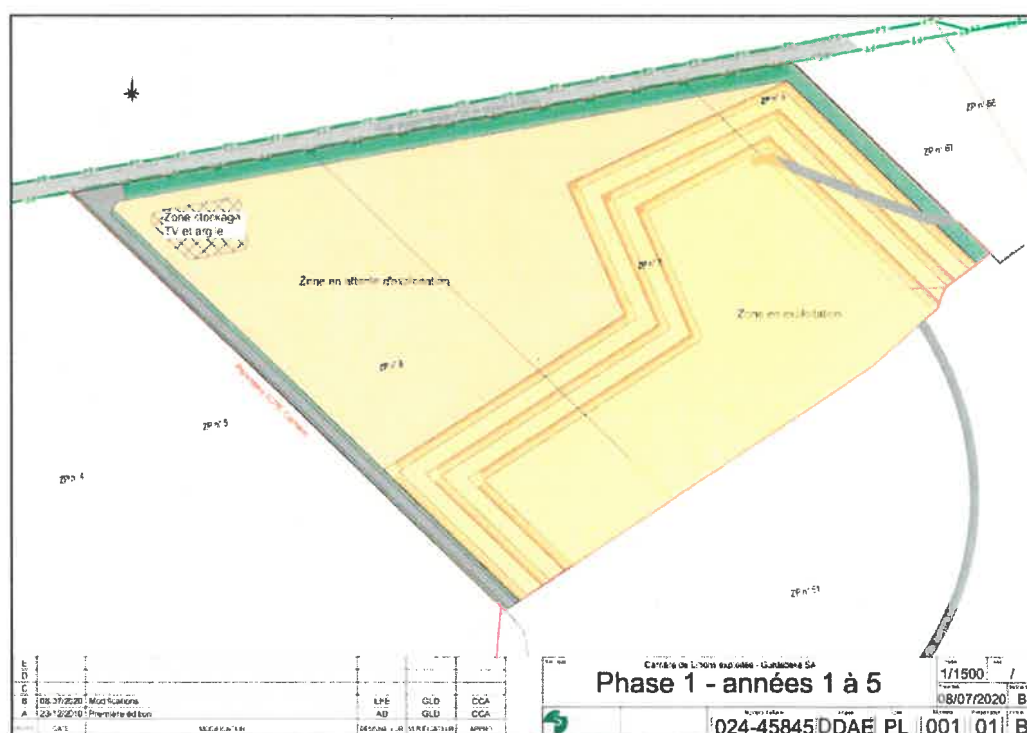


## Annexe 2-0 : Plans de phasages

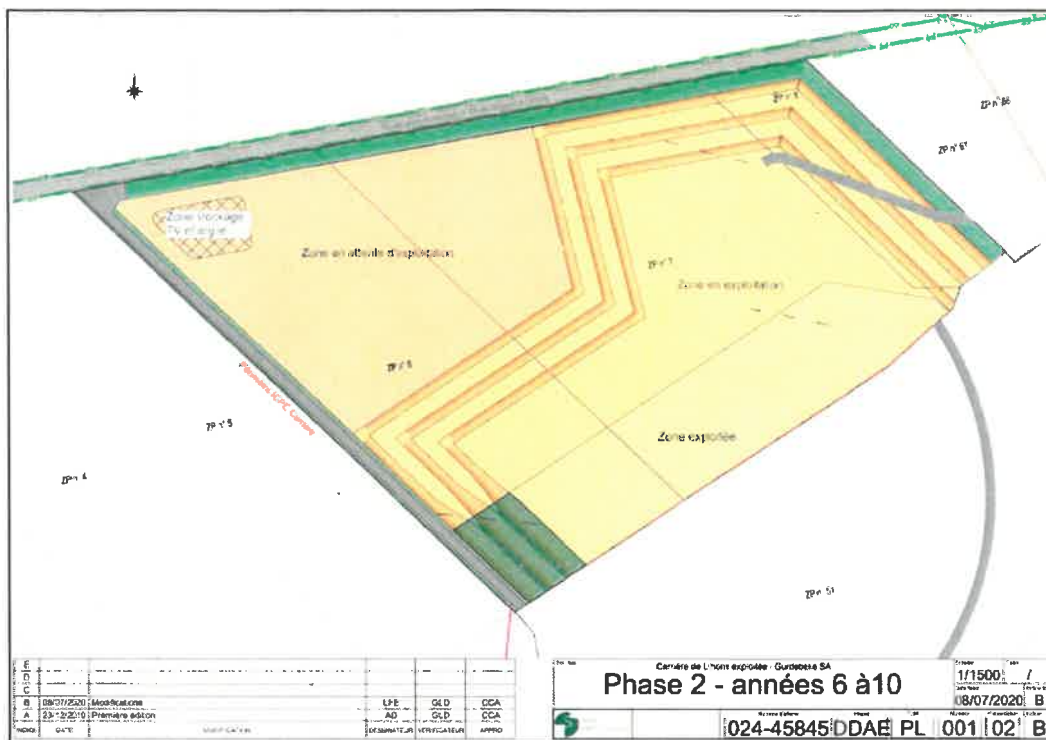
### État initial :



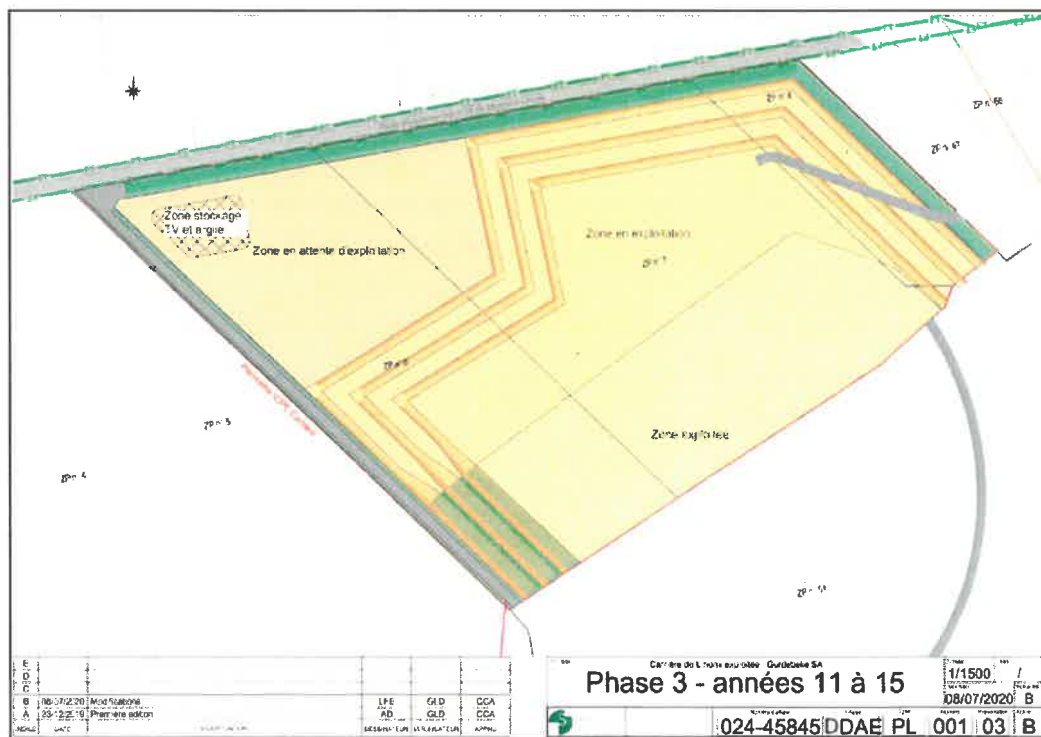
### Phase 1 :



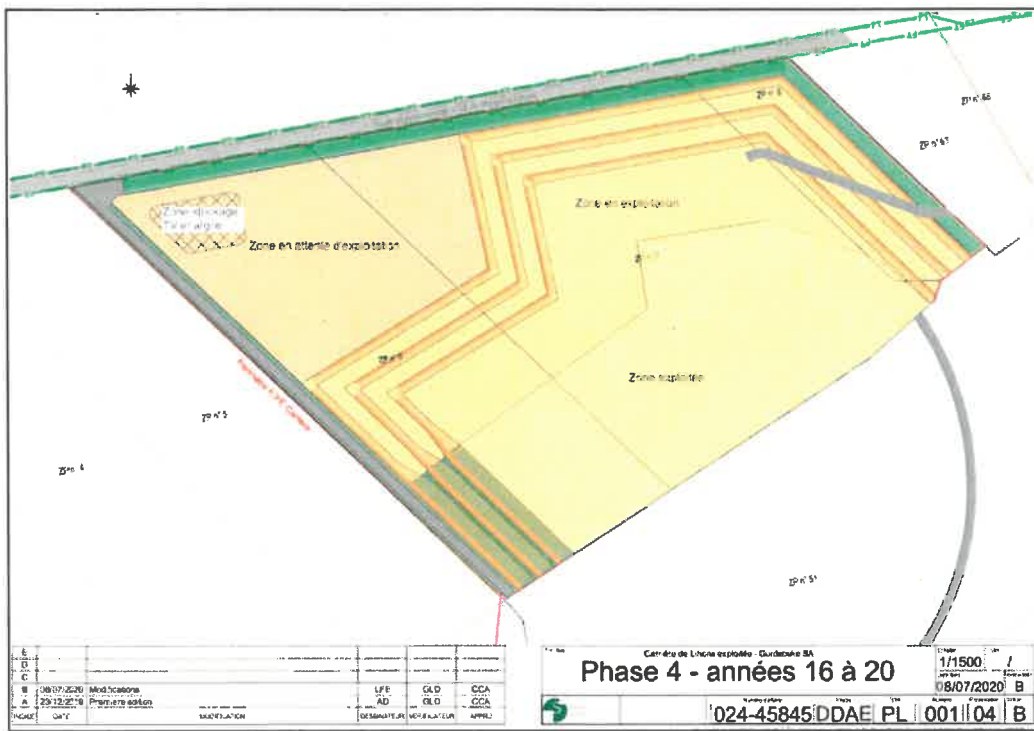
## Phase 2 :



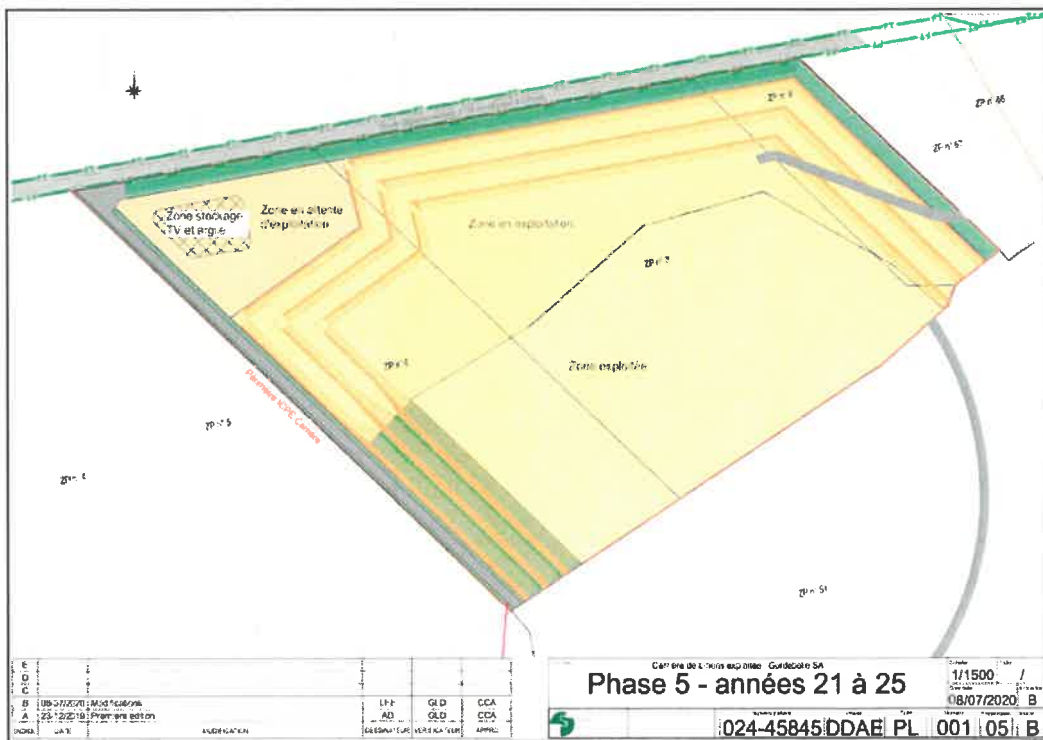
## Phase 3 :



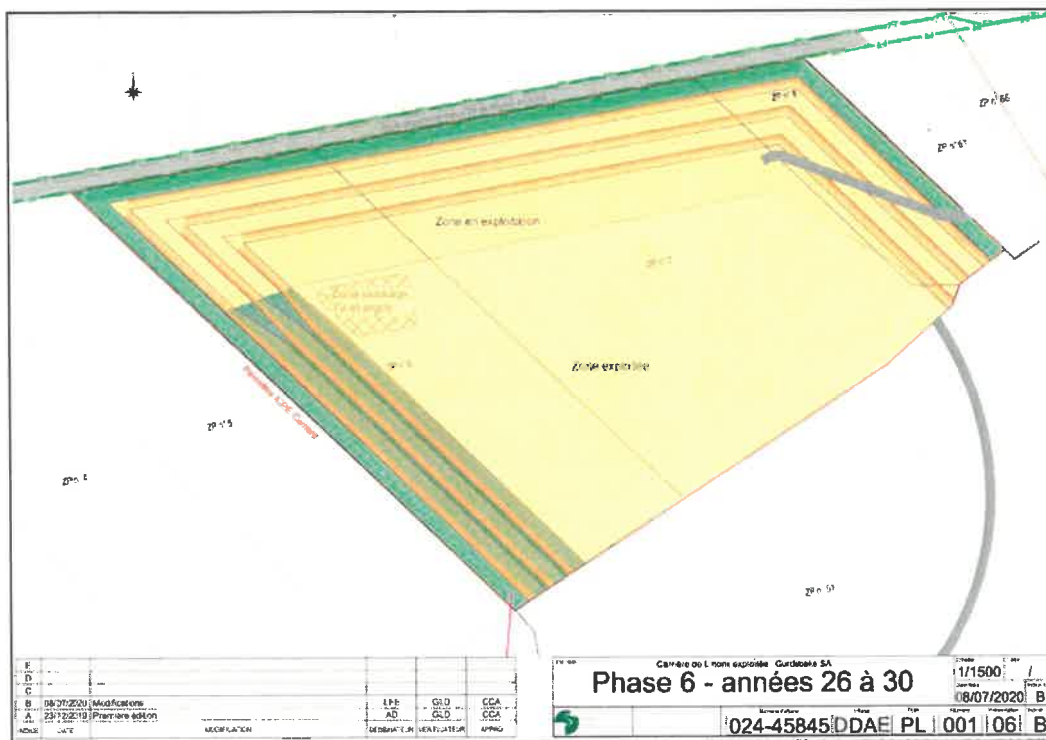
### Phase 4 :



### Phase 5 :



**Phase 6 :**

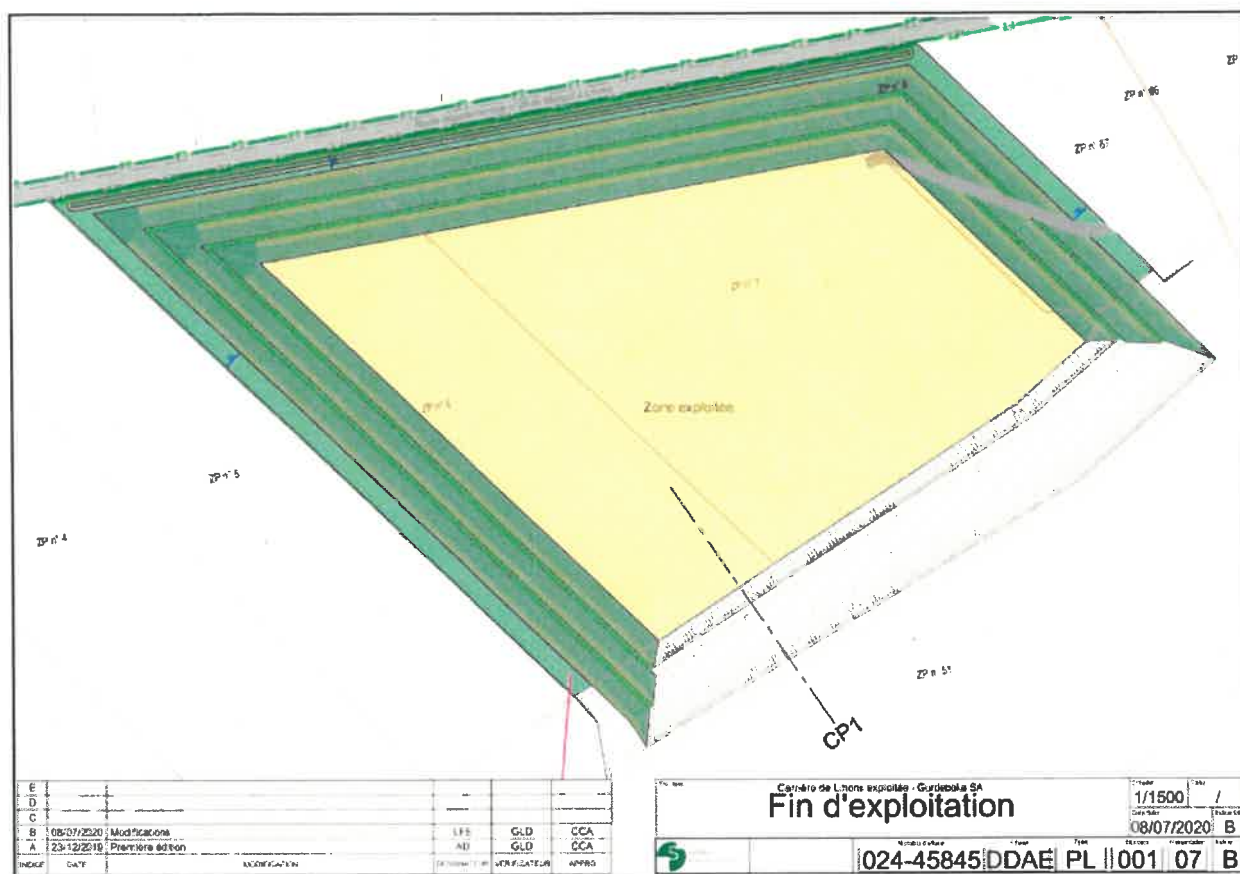


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du - 5 JUL. 2021

Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

  
Antoine PLANQUETTE

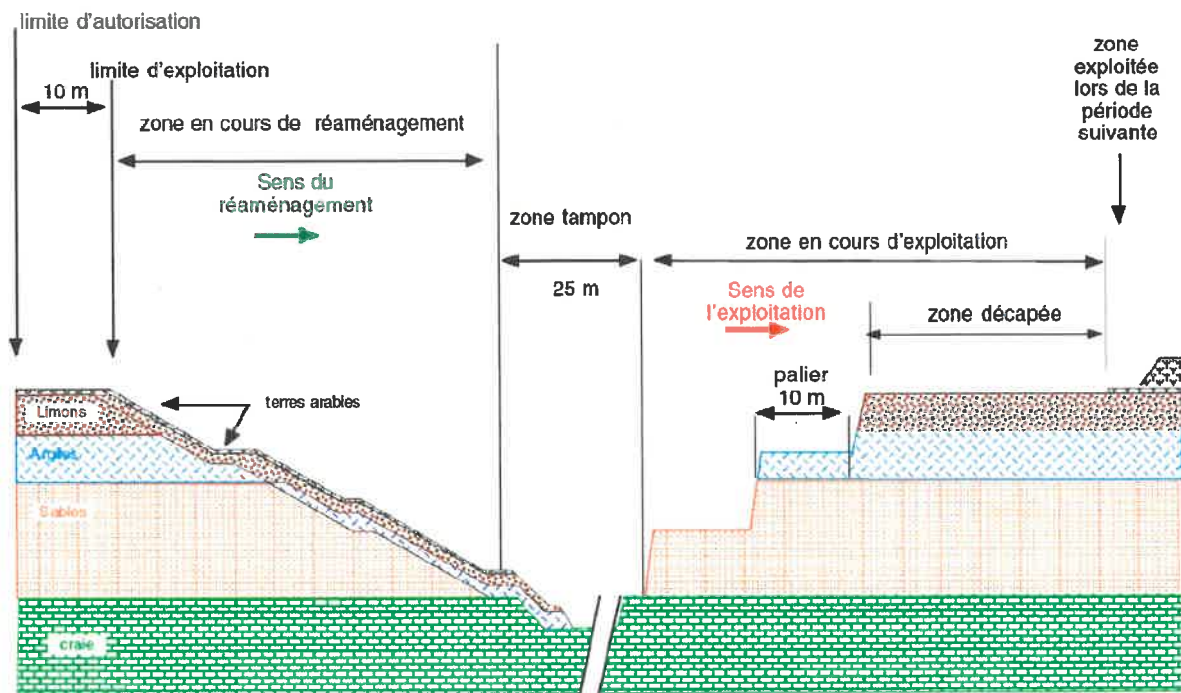
# Annexe 3-0 : plan de principe du réaménagement final de la carrière



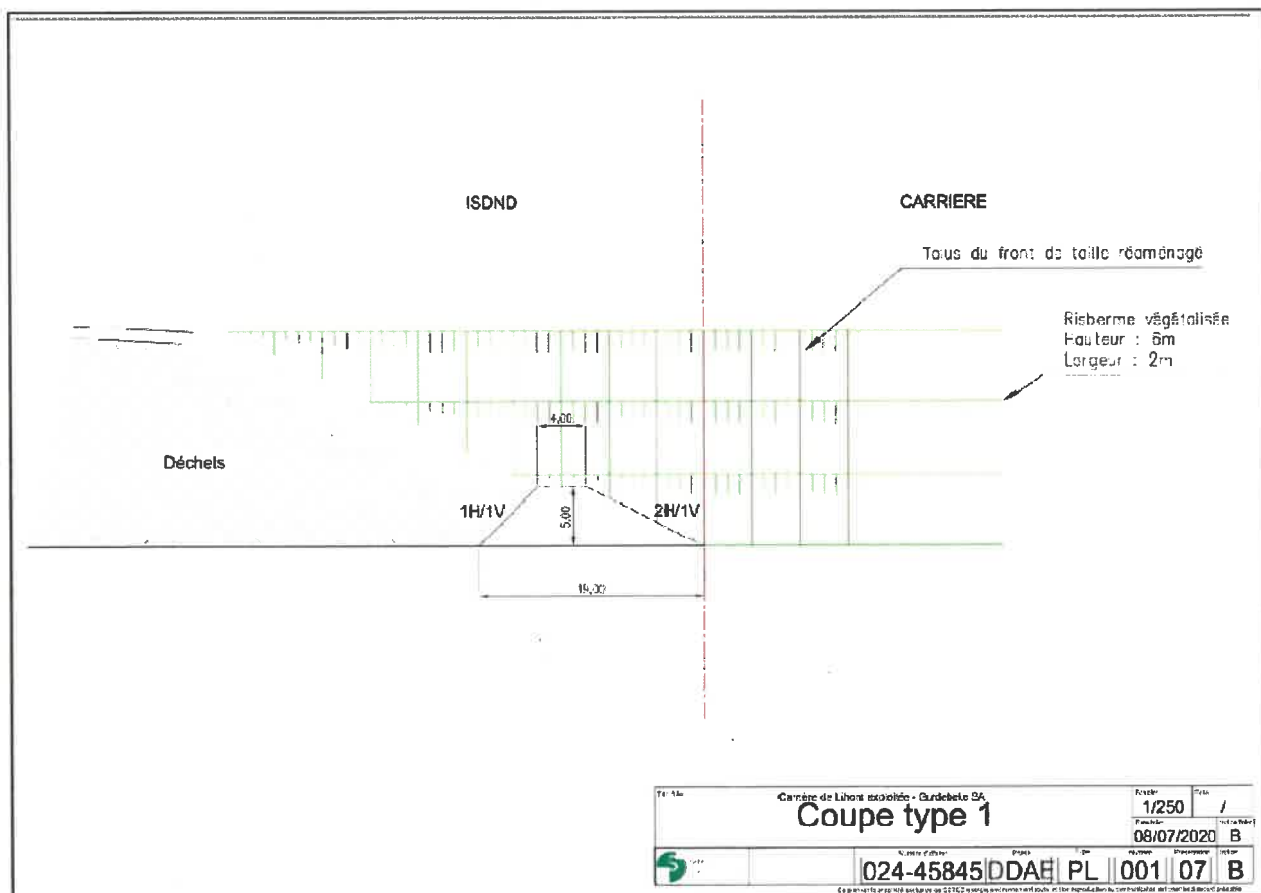


## Annexe 3-1 : coupes de principe du réaménagement de la carrière

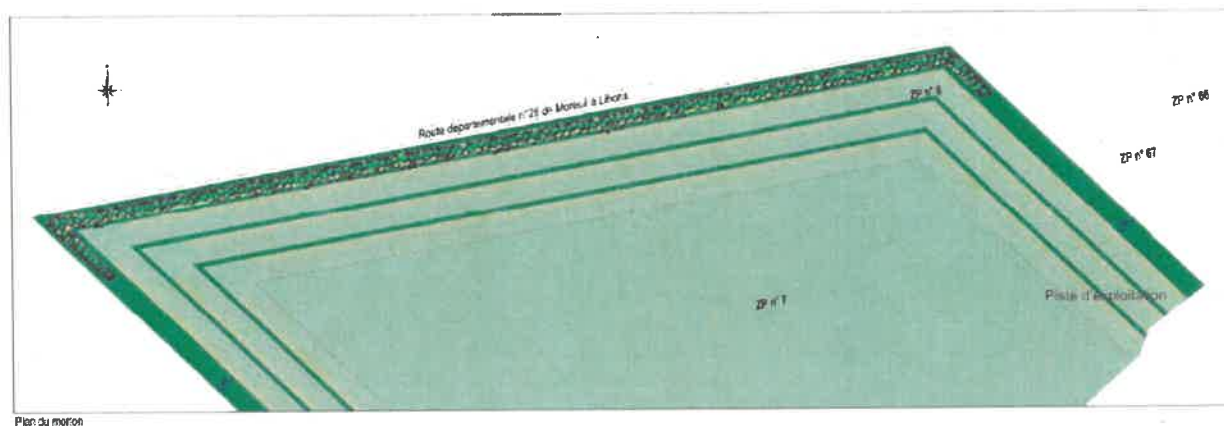
### Schéma de principe du réaménagement :



### Coupe du réaménagement finale à l'interface entre l'ISDND voisine et la carrière :



### Annexe 3-2 : localisation du merlon paysager

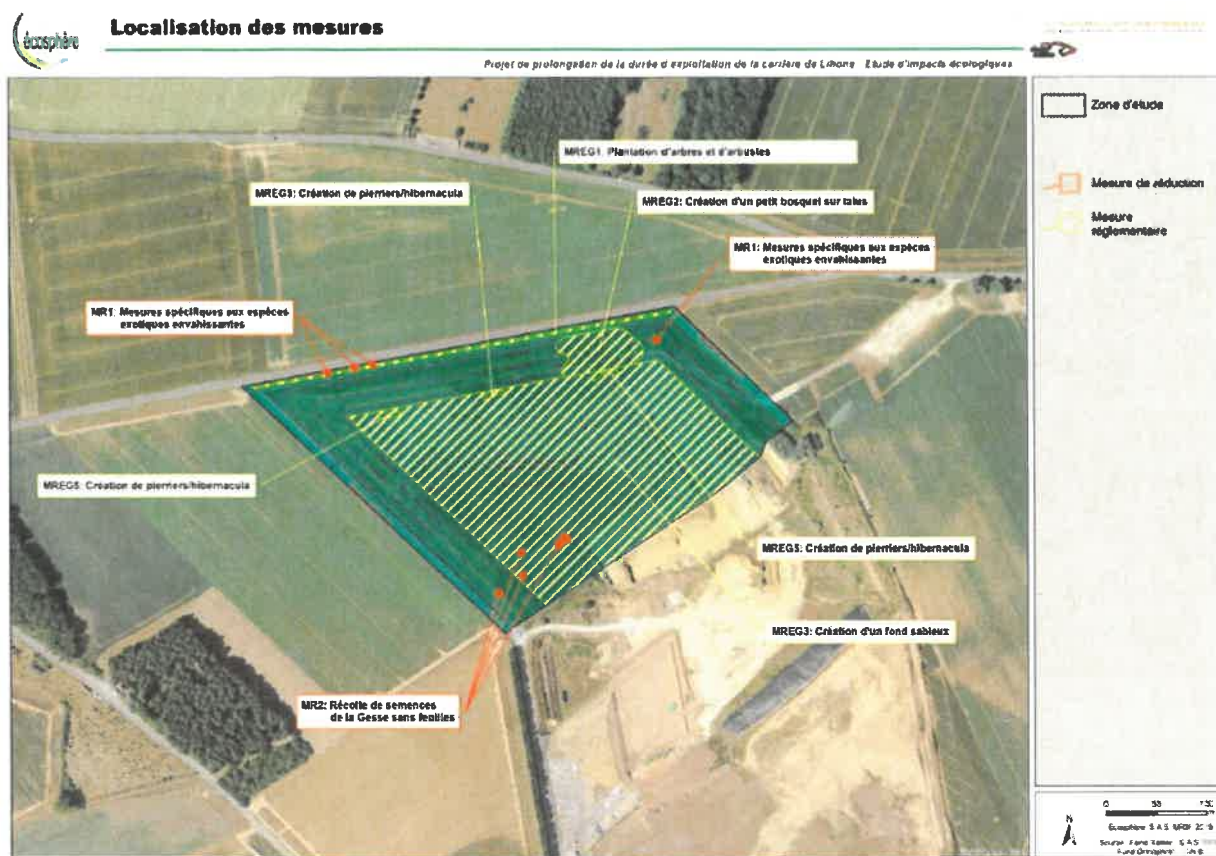


Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du - 5 JUL. 2021

Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

  
Antoine PLANQUETTE

## Annexe 4-0 : localisation des mesures prises pour la faune et la flore



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du – 5 JUIL. 2021

Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

*AP*

Antoine PLANQUETTE